MANIFESTE SOCIALISTE LIBERTAIRE

783
C.I.R.A.
14264

Edité par le
Groupe de Bruxelles

PRIX : 50 Centimes

MANIFESTE SOCIALISTE LIBERTAIRE

Edité par le
Groupe de Bruxelles

PRIX : 50 Centimes

Manifeste Socialiste Libertaire

■ ■ ■

Après s'être maintenu au pouvoir pendant plus d'un siècle, le capitalisme aboutit à une crise économique et sociale d'une gravité exceptionnelle. Alors que des millions de travailleurs sont réduits au chômage, qu'ils manquent des choses indispensables à la vie, non seulement la production est arrêtée, mais les capitalistes détruisent des stocks de produits de première nécessité : blé, café, coton, etc.

Résolus à maintenir leur puissance, ils ne peuvent reculer devant les moyens les plus criminels. A peine les ruines de la dernière guerre sont-elles relevées que, déjà, la situation internationale porte en germe des dizaines de causes de guerre nouvelle. Et nul n'ignore combien les moyens techniques ont été développés et que la guerre qui vient dépasserait en horreur toutes les précédentes.

En dehors de cette solution extrême, il ne reste au capitalisme que d'instaurer un fascisme plus ou moins voilé qui imposerait au prolétariat des conditions de vie matérielles et morales inférieures encore à celles qu'il subit actuellement.

Pour les militants sincèrement attachés à la cause du prolétariat, il ne sert toutefois à rien de s'appesantir sur les contradictions du régime ni de se lamenter devant ses ravages. Il s'agit bien plutôt pour eux de se demander :

OU EN SOMMES-NOUS ?

et de répondre ensuite à cette question plus que jamais impérieuse :

QUE FAIRE ?

Pour cela il est indispensable de jeter, avant tout, un bref regard en arrière.

*
* *

La lutte entre exploiteurs et exploités date de loin dans l'histoire. Suivant les époques, elle a présenté des caracté-

ristiques différentes. Vers le milieu du XIXe siècle, placée dans des conditions nouvelles par les débuts du capitalisme industriel, elle se concrétisa dans une idéologie et un mouvement nouveaux : le Socialisme.

Le Socialisme ne vise pas à introduire dans le régime quelques réformes pour l'améliorer ni même d'uniquement en changer la forme. Il prétend supprimer complètement et à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est donc toute la structure économique et toute la forme sociale qui y correspond qu'il prétend remplacer.

Pour réaliser ce but, le Socialisme devait s'assigner certains objectifs principaux. En premier lieu, **l'abolition de l'autorité politique et du pouvoir d'Etat,** clés de voûte des moyens d'exploitation. Sur ce point, tous les théoriciens du Socialisme sont et restent d'accord.

Cependant, des divergences se firent rapidement jour dans les conceptions tactiques et les moyens de réalisation. Une importante fraction du mouvement en vint à considérer la conquête des pouvoirs politiques comme l'objectif immédiat de la lutte sociale. Cette conception impliquait un système de représentation politique qui devait inévitablement aboutir à la trahison réformiste en période de domination bourgeoise et à la dictature de fractions en régime étatiste.

A cette déviation autoritaire s'opposèrent les défenseurs des principes essentiels du Socialisme. Ils prirent le nom de Libertaires, puis d'Anarchistes.

L'opposition irréductible entre ces tendances aboutit, après diverses péripéties, à la scission et la mort de la Première Internationale.

Depuis, chacun des deux courants a suivi ses voies propres.

*
* *

Le courant socialiste autoritaire provoqua la formation de partis visant la conquête du pouvoir politique par tous les moyens. Ainsi ils s'engagèrent dans la voie du parlementa-

risme et furent rapidement acculés au réformisme et à la collaboration avec le capitalisme.

Grâce à une démagogie effrénée s'exerçant sur un prolétariat sans expérience politique, ils parvinrent à entraîner les masses ouvrières crédules et illusionnées. Non seulement à force de promesses, ils embrigadèrent les travailleurs, mais ils parvinrent à s'emparer de la direction des organisations prolétariennes : les Syndicats, et à les domestiquer.

Le mouvement ouvrier, en échange d'avantages aléatoires et toujours compensés par des concessions d'un autre ordre, perdait ses meilleurs moyens de lutte. Malgré le caractère de classe exclusif de ses syndicats, il ne sut pas les défendre contre les manœuvres de politiciens sans scrupules qui en firent des instruments pour servir leurs intérêts strictement politiques. Cette main-mise, loin d'être provisoire, se trouve renforcée au fur et à mesure que la puissance des socialistes autoritaires devient plus grande : c'est ainsi qu'en Russie les syndicats n'ont pas de vie propre et qu'en Espagne républicaine le parti socialiste au pouvoir combat âprement les organisations ouvrières.

Si même cette subordination du mouvement ouvrier aux appétits d'une fraction politique n'est pas toujours aussi prononcée, les ravages du socialisme autoritaire dans le domaine syndical sont toujours et partout mortels : en y introduisant ses compétitions, son intransigeance de secte, son appétit de pouvoir, ses manœuvres de conquête, il y introduit des facteurs de division et partant d'impuissance.

*
* *

Après plus d'un demi-siècle de tentatives et d'expériences, il est permis aujourd'hui de faire le bilan des pratiques autoritaires, de voir ce qu'elles ont apporté au prolétariat et ce qu'elles offrent encore de possibilités.

Sans doute la confusion actuelle est grande et il est difficile de procéder à un classement rigoureusement exact des forces et tendances en présence. On peut cependant ramener

les différents groupes socialistes autoritaires à deux courants qui se concentrent en deux organismes : la IIe et la IIIe Internationale.

Depuis longtemps, et dans tous les domaines, la direction de la IIe Internationale a prouvé sa complète corruption. Sa collaboration avec le pouvoir capitaliste est un fait avéré et reconnu. Un peu partout, ses représentants les plus autorisés ont accepté des postes en vue dans l'organisation bourgeoise et réactionnaire. Son opportunisme qui, dans plus d'un cas, va jusqu'à la trahison, lui a fait perdre le sens même de la dignité. Loin d'être une arme pour la libération des travailleurs, elles est devenue une béquille du capitalisme et aide celui-ci à asservir la classe ouvrière. La faillite de la IIe Internationale devant la guerre, son opportunisme poussé jusqu'à la trahison, et, enfin, son attitude devant la révolution russe de 1917 détermina la création de la IIIe Internationale, sous l'impulsion de la fraction bolchéviste en accord avec des éléments avancés du mouvement ouvrier.

La IIIe Internationale, en exploitant le prestige de la révolution russe, put longtemps dissimuler son véritable caractère. Mais étroitement liée au sort d'un gouvernement, elle devait rapidement dégénérer et se démasquer comme un simple instrument de sa politique tant nationale qu'étrangère.

Nous ne prétendons pas faire un parallèle absolu entre ces deux internationales, ni qu'elles sont en tous points identiques. Mais il est exact de dire que leurs divergences portent avant tout sur de simples questions de phraséologie ou, au mieux, de tactique immédiate. Les principes directeurs qui les guident sont semblables et si les résultats apparents de leur politique sont parfois différents, ils ont de commun d'être complètement étrangers au véritable Socialisme. Les uns comme les autres ne visent qu'à s'emparer du pouvoir politique pour la satisfaction de leurs ambitions propres.

Comme, cependant, ils ne peuvent exercer ce pouvoir qu'en s'appuyant sur des forces et des éléments économiques dirigeants, ils doivent faire à ces éléments des concessions dont

le prolétariat fait tous les frais. C'est ainsi que l'existence d'un pouvoir d'Etat, quelle qu'en soit l'étiquette, signifie la reconnaissance et le maintien par la force de privilèges de castes ou de classes extérieurs au prolétariat.

Croire que le pouvoir d'Etat, exercé par une fraction politique, peut évoluer vers un régime socialiste, est un non-sens que ne peuvent admettre que des illuminés et ceux qui y trouvent intérêt.

Les plus habiles parmi ces derniers ne prétendent d'ailleurs pas que le capitalisme d'Etat constitue le socialisme, mais qu'il est une étape qu'il faut franchir. (Vandervelde : «Le Socialisme contre l'Etat»; Lénine : « L'Etat et la Révolution »). Il n'est pas besoin de subtiles théories pour démontrer ce qu'une telle affirmation a de faux. La première conséquence de la constitution d'un pouvoir est d'intéresser ceux qui l'exercent à le conserver. Comme par le fait même de leur puissance ils possèdent les moyens d'écarter tout ce qui pourrait s'y opposer, ils en font évidemment usage pour assurer leur inamovibilité. **Déclarée ou non, la dictature est le caractère constant du pouvoir politique.**

Mieux d'ailleurs que par toute argumentation, nous pouvons juger ces formules par les résultats de leur application d'une part en Russie et, d'autre part en Espagne.

*
* *

En octobre 1917, le capitalisme russe, personnifié en dernier lieu par Kérensky, était écrasé par les ouvriers et les paysans qui instituèrent les soviets ou conseils.

Mais il existait en Russie comme ailleurs des hommes pénétrés d'une conception plus ou moins précise du socialisme autoritaire et qui, comme tels, possédaient des idées arrêtées sur une méthode de direction politique. A travers diverses manœuvres, ils parvinrent assez aisément à substituer leur direction personnelle à la libre détermination des masses travailleuses.

Les résultats sont significatifs et nous pouvons les résumer ainsi :

a) dictature absolue de la fraction stalinienne ;

b) cristallisation et renforcement constant du capitalisme d'Etat ;

c) suppression complète de la liberté ouvrière ;

d) développement du sentiment nationaliste et du militarisme ;

e) introduction des méthodes de travail les plus draconiennes. Catégories de salaires injustifiées, travail aux pièces, etc.

f) répression féroce envers les véritables révolutionnaires de diverses tendances.

g) politique étrangère calquée sur celle des Etats bourgeois et employant les mêmes méthodes de diplomatie secrète, de marchandages et d'hypocrisie. A cet égard, l'attitude du gouvernement de Moscou dans les événements d'Extrême-Orient est significative.

Non seulement le capitalisme d'Etat n'a pas apporté au prolétariat le bien-être économique et social qu'il était en droit d'attendre, mais il évolue nécessairement dans un sens opposé au Socialisme.

En Russie, pour que le prolétariat reprenne la marche vers sa libération, il devra refaire sa révolution.

*
* *

L'Espagne nous offre un autre exemple de ce que peuvent produire les méthodes socialistes autoritaires et gouvernementales.

La chute de la royauté fut le signal d'une vaste agitation politique et électorale. Les socialistes espagnols la mirent à profit pour se livrer devant leurs électeurs à une débauche de promesses et d'engagements solennels. Ils furent écoutés des travailleurs et élus en grand nombre. Ils en profitèrent pour constituer un gouvernement de coalition avec les capitalistes républicains.

Plus d'un an s'est écoulé.

A part des discours, des promesses et des projets, à part quelques mesquines mesures absolument sans rapport avec l'importance et l'urgence des situations, le seul acte important du pouvoir législatif espagnol est précisément un édit qui est le reniement absolu de toute sa phraséologie antérieure.

A l'unanimité, les députés et ministres socialistes ont voté la loi de défense. Elle suspend en droit et en fait toutes les juridictions existantes. Elle accorde pleins pouvoirs à la police, institue dans cette jeune mais féroce république la terreur policière. Le bilan se solde par des centaines d'ouvriers tués ou déportés, des milliers d'emprisonnés, la fermeture et la mise à sac des organisations ouvrières, la suspension du droit de grève, et enfin l'interdiction de fêter le premier mai sous peine d'être abattu par la garde civile du gouvernement socialiste.

*
* *

De tout ceci nous concluons que tant par les voies réformistes et légales que par la violence dictatoriale, le socialisme autoritaire a donné sa mesure. Non seulement il aboutit pratiquement à de désastreuses faillites, mais chose plus grave encore ce qu'il présente aujourd'hui au prolétariat comme « socialisme » s'avère impuissant à le soulever jusqu'à la révolte consciente. Parmi les forces dans lesquelles on pouvait espérer, le désarroi, la méfiance, le découragement sont profonds.

La crise du socialisme et du mouvement prolétarien en général est une crise de confiance consécutive à d'immenses désillusions.

On crut arriver au socialisme par la force du pouvoir politique d'Etat, mais cette méthode oblige à l'emploi de moyens qui détournent du but à atteindre et sont la négation du socialisme.

Ainsi en perdant le sens de la liberté, le socialisme a tout

perdu, car il ne peut être construit que par l'action directe et permanente du prolétariat libéré de toute domination.

*
* *

Afin de ne pas sembler apporter des critiques unilatérales et fuir certaines responsabilités, nous apporterons une brève appréciation d'ensemble sur le courant libertaire dont nous rappelons la formation au début de ce manifeste.

Pour des raisons diverses, ce mouvement se trouva bientôt partiellement coupé du mouvement prolétarien. Cet état de choses provoqua chez nombre d'anarchistes une perte du sens social, et les tourna vers une activité plutôt philosophique, moraliste et abstraite.

Il arriva ainsi que l'anarchisme prit souvent un sens très différent de sa signification et de son origine historique et sociale. Grâce à la confusion que provoqua cet état de choses, grâce surtout au défaut d'organisation et de liaison des mouvements anarchistes, il y eut en leur sein des déviations inadmissibles du point de vue social ou socialiste.

C'est pourquoi nous déclarons hautement : que nous ne sommes aucunement solidaires de tout ce qui pu se dire ou se commettre au nom de certaines interprétations du principe ou du mot « anarchiste ».

Nous voulons être compris et jugés sur nos idées, nos déclarations, nos directives, dont ce manifeste reproduit l'essentiel.

Aux méthodes autoritaires impuissantes et néfastes, les socialistes-libertaires opposent des méthodes basées sur les principes d'association et d'organisation, c'est-à-dire de démocratie ouvrière intégrale et directe.

Loin d'être inapplicable en période révolutionnaire, ces méthodes sont précisément les seules compatibles avec la révolution prolétarienne. Elles seules peuvent permettre à la révolution de remplir ses tâches destructives (du capitalisme) et constructives (du socialisme).

*
* *

Les socialistes-libertaires font appel à tous ceux qui veulent la libération réelle du prolétariat et le triomphe de la révolution socialiste.

Ils leur proposent l'union sur les principes généraux ci-dessus énoncés. En vue de l'action pratique et immédiate ils préconisent le regroupement de toutes les forces saines du prolétariat sur les attitudes et les mots d'ordre suivants concernant les problèmes primordiaux que pose l'activité sociale actuelle :

1) LA REVOLUTION

Dans l'état actuel des choses, le devoir impérieux et l'intérêt profond du prolétariat commandent de travailler directement et avant tout dans le sens révolutionnaire, c'est-à-dire à la destruction complète du capitalisme. Ce principe doit entièrement dominer toute activité sociale et inspirer toutes les méthodes tactiques.

2) LE PARLEMENTARISME

En considération du point de vue révolutionnaire, le parlementarisme doit être condamné.

Même lorsqu'elles s'assignent un but révolutionnaire, les pratiques parlementaires sont des causes fatales de décomposition de la volonté de lutte des travailleurs. Elles faussent le sens des réalités et des possibilités. Elles corrompent et brisent la foi et l'énergie prolétariennes.

3) LE MILITARISME

La défense nationale est la préparation permanente d'un crime contre le prolétariat et l'humanité. Il faut la rejeter sans réserve.

4) LE ROLE DES PARTIS

Il ne nous appartient pas de condamner la formation ou l'existence de groupements, unions, cercles ou partis à bases et à buts socialistes. Mais les principes mêmes du Socialisme

nous obligent à limiter le rôle de ces groupements à un travail de propagande et d'influence parmi le prolétariat. En aucun cas et sous aucun prétexte un parti ne peut se substituer à la volonté du prolétariat révolutionnaire librement exprimée. Jamais l'on ne peut permettre à un parti de se placer au-dessus du prolétariat et d'exercer sur lui un pouvoir extérieur.

5) L'ACTION DES ORGANISATIONS OUVRIERES SYNDICALES

Parmi les formations ouvrières, le syndicat nous paraît la plus propre à préparer et assurer l'organisation de la production et de la répartition en régime socialiste.

On ne peut prétendre donner aux travailleurs du monde des directives absolues et détaillées sur la tactique syndicale. Celle-ci peut varier avec les conditions particulières à chaque pays et chaque époque. Il incombe aux camarades de déterminer suivant leur pays et leurs conditions respectives la ligne de conduite à suivre pour œuvrer dans le sens de nos buts généraux et communs.

Nous ne sommes catégoriques et formels que sur deux exigences précises :

a) les syndicats doivent être organiquement et rigoureusement indépendants de tout parti politique.

b) les syndicats doivent pratiquer intérieurement la démocratie ouvrière intégrale et directe.

6) DEFENSE ARMEE DE LA REVOLUTION

Il se pourrait qu'une révolution sociale soit limitée à un seul pays et que ce pays soit attaqué par des forces contre-révolutionnaires En ce cas il appartiendra au prolétariat attaqué de se défendre suivant les circonstances et par tous les moyens. Toutefois la lutte et l'organisation de la défense armée ne pourront fonctionner que sur la base du **volontariat permanent** et suivant les pratiques de la démocratie ouvrière. C'est-à-dire que le recrutement des combattants révolutionnaires se fera sur la base des engagements volontaires librement conclus et constamment résiliable. (Milices ouvrières, armement des syndicats, des entreprises, etc.).

La Révolution ne pourra assurer sa défense sur le modèle des armées actuelles sous peine de développer des contradictions internes qui la conduiraient rapidement à son propre reniement.

7) L'ORGANISATION

a) En période de combat révolutionnaire

La révolution sera la violence collective et organisée d'une partie plus ou moins grande du peuple. Le mouvement révolutionnaire doit pratiquer en son sein la démocratie intégrale et recevoir dans ses formations tous ceux qui acceptent le principe général de la révolution sociale et veulent y collaborer.

b) En période de paix et de construction socialiste

Les organismes par lesquels s'exprimera la volonté du prolétariat peuvent varier de nom suivant les pays et les circonstances, mais doivent être en fait ce que furent en principe et pour un bref moment les Soviets (Conseils d'entreprises, de métier, de communes, etc.), fédérés, régionalement, nationalement et internationalement. Ceci indépendamment des groupements, associations, unions, ententes, de toute espèce que le prolétariat libéré constituera de lui-même.

En résumé, la vie économique et sociale doit être sous l'impulsion, le contrôle et la direction permanents des travailleurs.

8) L'INTERNATIONALISME

L'internationalisme doit cesser d'être une formule pour devenir une réalité vivante et puissante. Non seulement les travailleurs n'ont pas de patrie mais ils doivent s'unir par-dessus les frontières pour les anéantir. C'est pourquoi un des devoirs primordiaux de tout mouvement prolétarien est la liaison

étroite et constante avec les ouvriers des autres pays et le soutien mutuel permanent.

*
* *

En publiant ce manifeste les Socialistes Libertaires se rendent parfaitement compte qu'il ne résoud pas tous les problèmes que posent la destruction du régime actuel et la création de l'ordre socialiste. Il n'a d'ailleurs pas cette prétention. Mais il indique la seule voie valable et la seule réellement socialiste et révolutionnaire.

Ils adjurent les camarades de considérer que si le regroupement des forces libertaires ne doit se réaliser que sur un plan détaillé et complet il ne se réalisera jamais.

Or, le temps presse. La décomposition capitaliste s'accentue. La faillite du socialisme autoritaire est consommée. Le prolétariat risque de sombrer dans un scepticisme que trop de trahisons expliquent.

Ceux qui veulent aider à la libération des travailleurs,
Ceux qui fondent leurs espoirs sur le Socialisme,
Ceux qui comprennent que le Socialisme sera libertaire ou ne sera pas.
Se doivent de s'unir autour de ces mots d'ordre.

A titre de documentation nous indiquons ci-dessous quelques ouvrages récents dont la lecture servira utilement les camarades désirant approfondir les problèmes soulevés par notre manifeste.

Pierre BESNARD. — « Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale ». Editions de la C. G. T. S. R., 77, rue de Paris, Clichy-Seine (France).

PRIX : (francs français) 15.00

G. MICHAUD. — « Vérités et mensonges du bolchévisme ». Editions du travailleur libertaire, Maison Caméra, Juan-les-Pins. A.-M. (France).

PRIX : (franc français) 1.00

ERNESTAN. — « Le Socialisme contre l'autorité ». Editions réalistes, Hem Day, boite postale 4, Bruxelles 9.

PRIX : (francs belges)... ... ... 3.00

Editeur responsable :
M. MAHNI
34a, Rue du Marais,
BRUXELLES